

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**S/GBT/W/1/Add.25/Rev.1**

14 février 1997

(97-0595)

---

**Groupe des télécommunications de base**

Original: anglais

## COMMUNICATION DE LA NOUVELLE-ZELANDE

### Projet de liste finale d'engagements spécifiques concernant les télécommunications de base

La communication ci-après est distribuée aux membres du Groupe des télécommunications de base à la demande de la Nouvelle-Zélande.

Compte tenu de la convergence de vues sur certaines questions liées à l'établissement des listes à laquelle on est arrivé au cours des négociations après leur prolongation, la Nouvelle-Zélande supprime, dans le présent projet de liste finale d'engagements spécifiques, les références antérieures à la faculté de réserve, à la disponibilité du spectre, et à la désignation de Telecom Corporation of New Zealand comme signataire des accords d'exploitation conclus avec Intelsat et Inmarsat. La liste a aussi été établie suivant l'approche neutre du point de vue technologique envisagée dans la note du Président sur l'établissement des listes d'engagements pour les télécommunications de base (S/GBT/W/2/Rev.1). La note de bas de page relative à l'objet du document de référence a été modifiée de façon à distinguer plus clairement, par l'emploi de l'expression "utilisateurs finals", les fournisseurs et les utilisateurs de services de télécommunication de base.

Le présent projet de liste finale est conditionnel. La Nouvelle-Zélande se réserve le droit de le compléter ou de le modifier, conformément à la Décision sur les engagements concernant les télécommunications de base, en fonction, notamment, du nombre d'offres présentées par les autres parties, de la mesure dans laquelle ces offres seront équivalentes et mutuellement acceptables, de la portée et de l'importance des exemptions de la règle NPF demandées par les autres parties en vertu de l'Annexe sur les exemptions des obligations NPF énoncées à l'article II, et des résultats satisfaisants concernant toutes questions additionnelles qui peuvent se poser à cet égard.

Tous les engagements énoncés dans la présente liste sont subordonnés aux engagements horizontaux indiqués dans la liste de la Nouvelle-zélande annexée à l'AGCS

NOUVELLE-ZELANDE - PROJET DE LISTE FINALE

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès au marché	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
2. SERVICES DE COMMUNICATION			
C. <u>Services de télécommunication</u>			
a. Services de téléphonie vocale(7521)	1) Néant	1) Néant	Les principes énoncés dans le document de référence ci-joint sont repris dans la présente liste dans la mesure où il s'agit d'engagements additionnels aux obligations découlant des Parties I et II, de l'article XXVIII et de l'Annexe de l'Accord général sur le commerce des services relative aux télécommunications en ce qui concerne les engagements indiqués dans le présent document, qui ont été pris pour les télécommunications au titre des articles XVI et XVII
b. Services de transmission de données avec commutation par paquets (7523**)	2) Néant	2) Néant	
c. Services de transmission de données avec commutation de circuits (7523**)	3) Néant	3) Néant, excepté que: aux termes des statuts de la Telecom Corporation of New Zealand Limited, la part du capital social qui peut être détenue par une entité étrangère est limitée à 49,9 pour cent. La moitié au moins des membres du conseil d'administration doivent être ressortissants néo-zélandais.	
d. Services de télex (7523**)			
e. Services de télégraphe (7522)	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès au marché	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
f. Services de télécopie (7521**, 7529**)			
g. Services de circuits loués privés (7522**, 7523**)			
o. Autres services			
Services de radiorecherche (75291)			
Services de téléconférence (75292)			
Services de communications personnelles (75213*)			
Services cellulaires (75213*)			
Services de radiocommunication à ressources partagées (7523**, 75213*)			
Services mobiles pour données (7523**)			

## DOCUMENT DE REFERENCE

### Objet

Le présent document contient des définitions et des principes concernant le cadre réglementaire pour les services de télécommunication de base.<sup>1</sup>

### Définitions

Le terme utilisateurs désigne les consommateurs et les fournisseurs de services.

L'expression installations essentielles<sup>2</sup> désigne les installations d'un réseau ou service public de transport des télécommunications

- a) qui sont fournies exclusivement ou essentiellement par un seul fournisseur ou un nombre limité de fournisseurs; et
- b) qu'il n'est pas possible de remplacer d'un point de vue économique ou technique pour fournir un service.

Un fournisseur principal est un fournisseur qui a la capacité d'influer de manière importante sur les modalités de la participation (en ce qui concerne le prix et l'offre) sur un marché donné de services de télécommunication de base par suite:

- a) du contrôle qu'il exerce sur des installations essentielles; ou
- b) de l'utilisation de sa position sur le marché.

### 1. Sauvegardes en matière de concurrence

#### 1.1 Prévention des pratiques anticoncurrentielles dans les télécommunications

Des mesures appropriées seront appliquées en vue d'empêcher des fournisseurs qui, seuls ou ensemble, sont un fournisseur principal, d'adopter ou de maintenir des pratiques anticoncurrentielles.

#### 1.2 Sauvegardes

Les pratiques anticoncurrentielles mentionnées ci-dessus consistent en particulier:

- a) à pratiquer un subventionnement croisé anticoncurrentiel;
- b) à utiliser des renseignements obtenus auprès de concurrents d'une manière qui donne des résultats anticoncurrentiels; et

---

<sup>1</sup>Applicables uniquement aux fournisseurs de services de télécommunication de base, à l'exclusion des utilisateurs finals de ces services.

<sup>2</sup>La définition des "installations essentielles" ne s'appliquera que dans la mesure où elle est compatible avec la politique de la Nouvelle-Zélande en matière de concurrence, qui régit les activités des "fournisseurs dominants".

- c) à ne pas mettre à la disposition des autres fournisseurs de services en temps opportun les renseignements techniques sur les installations essentielles et les renseignements commercialement pertinents qui leur sont nécessaires pour fournir des services.

## 2. Interconnexion

2.1 La présente section traite des liaisons avec les fournisseurs de réseaux ou services publics de transport des télécommunications permettant aux utilisateurs relevant d'un fournisseur de communiquer avec les utilisateurs relevant d'un autre fournisseur et d'avoir accès à des services fournis par un autre fournisseur.

### 2.2 Interconnexion à assurer

L'interconnexion avec un fournisseur principal sera assurée à tout point du réseau où cela sera techniquement possible. Cette interconnexion est assurée:

- a) suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et à des tarifs non discriminatoires et sa qualité est non moins favorable que celle qui est prévue pour les services similaires dudit fournisseur ou pour les services similaires des fournisseurs de services non affiliés ou pour des filiales ou autres sociétés affiliées;
- b) en temps opportun, suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et moyennant des taxes fondées sur les coûts qui soient transparentes, raisonnables, compte tenu de la faisabilité économique, et suffisamment détaillées pour que le fournisseur n'ait pas à payer pour des éléments ou installations du réseau dont il n'a pas besoin pour le service à fournir; et
- c) sur demande, à des points en plus des points de terminaison du réseau accessibles à la majorité des utilisateurs, moyennant des tarifs qui reflètent le coût de la construction des installations additionnelles nécessaires.

### 2.3 Accès du public aux procédures concernant les négociations en matière d'interconnexion

Le public aura accès aux procédures applicables pour une interconnexion avec un fournisseur principal.

### 2.4 Transparence des arrangements en matière d'interconnexion

Il est fait en sorte qu'un fournisseur principal mette à la disposition du public soit ses accords d'interconnexion soit une offre d'interconnexion de référence.

### 2.5 Interconnexion: règlement des différends

Un fournisseur de services demandant l'interconnexion avec un fournisseur principal aura recours, soit:

- a) à tout moment, soit
- b) après un délai raisonnable qui aura été rendu public,

à un organe interne indépendant, qui peut être l'organe réglementaire mentionné au paragraphe 5 ci-après pour régler les différends concernant les modalités, conditions et taxes d'interconnexion pertinentes dans un délai raisonnable, dans la mesure où celles-ci n'ont pas été établies au préalable.

3. Service universel

Tout Membre a le droit de définir le type d'obligation en matière de service universel qu'il souhaite maintenir. Ces obligations ne seront pas considérées comme étant anticoncurrentielles en soi, à condition qu'elles soient administrées de manière transparente, non discriminatoire et neutre du point de vue de la concurrence et qu'elles ne soient pas plus rigoureuses qu'il n'est nécessaire pour le type de service universel défini par le Membre.

4. Accès du public aux critères en matière de licences

Lorsqu'une licence sera nécessaire, le public aura accès aux informations suivantes:

- a) tous les critères en matière de licences et le délai normalement requis pour qu'une décision soit prise au sujet d'une demande de licence; et
- b) les modalités et conditions des licences individuelles.

Les raisons du refus d'une licence seront communiquées au requérant sur demande.

5. Indépendance des organes réglementaires

L'organe réglementaire est distinct de tout fournisseur de services de télécommunication de base et ne relève pas d'un tel fournisseur. Les décisions des organes réglementaires et les procédures qu'ils utilisent seront impartiales à l'égard de tous les participants sur le marché.

6. Répartition et utilisation des ressources limitées

Toutes les procédures<sup>3</sup> concernant l'attribution et l'utilisation des ressources limitées, y compris les fréquences, les numéros et les servitudes, seront mises en oeuvre de manière objective, opportune, transparente et non discriminatoire. Les renseignements sur la situation courante des bandes de fréquences attribuées seront mis à la disposition du public, mais il n'est pas obligatoire d'indiquer de manière détaillée les fréquences attribuées pour des utilisations spécifiques relevant de l'Etat.

---

<sup>3</sup>Ces procédures peuvent être appliquées par le biais de différents mécanismes, par exemple en vertu de lois et de règlements, par le recours à l'adjudication publique ou par voie de consultations.